**Contre la complicité de la France avec les crimes de guerre commis Yémen**

**Rassemblement le 8 novembre à 18h, Esplanade des Invalides**

Depuis 2015 la coalition menée par l’Arabie Saoudite et les Émirats Arabes Unis bombarde le Yémen, affame les populations, et restreint l’accès de l’aide humanitaire. Depuis 2015, cette guerre qui sé déroule à huit clos dans un silence assourdissant a provoqué 10 à 50 000 morts selon les estimations. Un enfant meurt toutes les deux minutes par manque de nourriture ou de médicaments. L’ONU condamne depuis plusieurs mois des crimes de guerre, s’alarme d’une situation qualifiée de « pire crise humanitaire au monde » - qui touche en premier lieu femmes et enfants - et appelle à la mise en place de vrais corridors humanitaires.

La France fournit en quantité des armes et munitions utilisées par l’Arabie Saoudite et les Émirats Arabes Unis. Le gouvernement français se refuse à faire cesser ces exportations. Contrairement à de nombreux autres gouvernements européens, qui se sont conformés aux appels du Parlement européen à un embargo sur les ventes d’armes aux Émirats et à l’Arabie Saoudite, et au Traité international sur le commerce des armes, qui interdit à ses signataires - dont la France fait partie - les exportations d’armes et de munitions dès lors qu’elles servent à commettre des crimes de guerre.

Les conditions d’exportation et d’utilisation des armements dans cette guerre ont suscités de nombreux débats parlementaires en Suède, aux Pays Bas, en Belgique, au Royaume Uni, en Allemagne… et même aux États-Unis. Mais en France, la demande de parlementaires issus de l’ensemble des forces politiques d’ouverture d’une enquête parlementaire reste sans suite depuis avril 2018. Le silence complice du gouvernement et sa volonté d’étouffer tout débat sont inacceptables.

A cet effet, en marge de la tenue d’une journée parlementaire consacrée à la guerre au Yémen le 8 novembre, et à quelques jours de l’organisation du forum sur la paix à Paris, le collectif Solidarité Yémen appelle à un rassemblement devant l’assemblée nationale pour :

* Refuser que le gouvernement continue d’impliquer la France, en notre nom, dans des crimes de guerres, et demandons la fin de toute livraison d’armes et munitions à la coalition menée par l’Arabie saoudite et les Emirats arabes unis, de même que toute maintenance des chars, avions et autres matériels livrés à ces pays par la France ;
* Exiger du gouvernement français de faire pression sur cette coalition pour l’arrêt immédiat des bombardements et autres attaques contre les populations civiles, les hôpitaux, les écoles et le patrimoine millénaire Yéménite classé patrimoine mondial.
* Condamner l’application par cette coalition d’une stratégie de la famine, et exiger du gouvernement français de faire pression pour la levée du blocus et de toute entrave à l’acheminement de nourriture, fournitures médicales et carburant conformément au droit humanitaire et aux résolutions de l’ONU quant à l’accès des secours humanitaires à la population civile yéménite.

ACDA - AFD international - ATMF -AIDL – ATTAC - CEDETIM - Collectif ni Guerre ni état de guerre – CRLDHT - EELV –Ensemble - Femmes plurielles - Fondation Frantz Fanon – Forum Palestine Citoyenneté - FTCR – GDS - Génération.s - IPAM – Médecins du monde - MRAP - Nouvelle Donne - NPA- Observatoire des armements - PCF- PCOF – PIR - PRCF- PG – Salam for Yémen - Solidaires – SumOf US – Survie – UJFP

**Collectif Solidarité Yémen**